

d'augmenter ses revenus pour subvenir aux nombreuses charges exigées pour le soutien des missions catholiques, avait déjà décidé de vendre cette villa et le duo de Grazo i en avait offert un très bon prix, quand la junte s'en est emparée et l'a vendue pour son propre compte.

La Propagande a protesté énergiquement contre cette inique spoliation, en s'appuyant sur les raisons les plus dignes d'émuvoir la conscience d'un juge impartial et intègre, et démontrant le caractère universel de cette Congrégation, car c'est elle qui la soustrait à la loi passée au sujet de la conversion des biens ecclésiastiques. Mais on a passé outre et l'iniquité est consommée.

En même temps et par le fait même de cette spoliation, la Propagande, non seulement voit ses revenus diminuer, mais encore elle devient inhabile à en acquérir de nouveaux.

Or, dit un autre correspondant, peut-on imaginer un préjudice plus grand et plus injuste ? Les besoins croissent tous les jours, les vicariats apostoliques se multiplient, les missions augmentent et la Propagande ne pourra plus accroître ses revenus ! C'est injuste, c'est inique, c'est inqualifiable ! Ainsi, dans son dernier congrès, la semaine dernière, la congrégation a décidé la fondation de trois nouveaux vicariats et de deux nouvelles missions.

Voilà donc cinq nouvelles charges qu'elle s'est imposées, et voilà que non-seulement on lui enlève ses revenus, mais qu'on la déclare incapable de s'en procurer d'autres ! Qui ne voit les dommages qui découlent de cette iniquité pour l'Eglise et le monde civilisé ? Les supérieurs des collèges étrangers se sont réunis et ont rédigé une protestation qu'ils ont déjà envoyée à qui de droit. Nous apprenons que les évêques d'Irlande et d'Angleterre vont envoyer un mémoire à leur gracieuse reine. Les missionnaires vont aussi en appeler à leurs gouvernements respectifs. Puissent toutes ces réclamationsveiller la torpeur de nos aveugles gouvernants !

Pour juger du reste des ressources qui seraient mises à la disposition de la Propagande si une pareille infamie était consommée, il suffira de jeter un coup-d'œil sur le compte rendu des opérations faites par la junte liquidatrice depuis l'arrivée des Piémontais à Rome jusqu'au 31 décembre dernier. D'après ce compte-rendu la junte avait pris possession de 97 maisons religieuses et avait distribué 2,129 certificats de pension à autant de religieux des deux sexes. Ces 2,129 pensions formaient un revenu annuel de \$196,977,90 ; c'est à dire en moy une \$80 par individu. De cette somme il faut ensuite distraire l'impôt de 13,20 pour cent de la richesse mobilière. En outre, la junte avait pris possession de 84 églises annexées aux couvents confisqués, et elle a assigné pour les frais de culte de ces églises \$2,800 ; c'est-à-dire pas même de \$400 pour chacune. On se demande, qu'est ce que \$400 pour frais de culte pour des églises comme le Gesù, la Misericorde, Saint Ignace, etc. ? Et puis actuellement le gouvernement piémontais paie ces églises ; mais qui oserait garantir qu'il voudra toujours les payer ? et même le voulant, qu'il pourra toujours satisfaire son bon vouloir ?

Les finances, personne ne l'ignore, sont dans un état pitoyable. Il suffit donc d'une guerre, d'une insurrection, d'un rien pour mettre ce Gouvernement dans l'impossibilité absolue de satisfaire à ses engagements !

Si nous en croyons les publications les mieux renseignées, ces insurrections, ces riens qui peuvent conduire le Gouvernement de Victor-Emanuel à la banqueroute sont déjà des faits accomplis.

Le brigandage est partout triomphant au Sicile ; il com-

mande en maître aux portes même des grandes villes et les troupes régulières sont impuissantes à le réprimer.

De son côté, le parti républicain et international qui a fait Victor-Emanuel ce qu'il est aujourd'hui, qui l'a aidé dans la prise de Rome et dans la spoliation des biens ecclésiastiques, est depuis longtemps fatigué de sa créature et il se trouve assez fort pour se passer d'elle. C'est à ce fait que nous devons rattacher les récentes émeutes qui ont eu lieu sur différents points de l'Italie et surtout dans les Romagnes.

Voici à ce sujet ce que nous lisons dans le *Journal de Florence* :

« Le bruit s'était répandu, hier, vers quatre heures, qu'une démonstration devait éclater à Florence, dans la soirée, et cette nouvelle semblait confirmée par un va-et-vient inaccoutumé des groupes de la garnison, qu'on disait avoir en lieu dans les quartiers de la ville les plus populeux. Bientôt, à cinq heures on a cherché à placarder au coin des rues des affiches grossièrement imprimées, et adressées aux prolétaires qu'on invitait à faire main basse sur tout et sur tous.

Le soir, la troupe de ligne et les bersaliers ont occupé militairement le palais de la Signoria, le palais Riccardi, la Questure, le Palais Royal, la Banque, la Trésorerie, le Gouvenement et la Caisse d'épargne. Les curieux, incorrigibles comme toujours, se sont portés en grand nombre vers les lieux gardés par la troupe ; et une bande de voyous habituels de ces circonstances se sont divertis sur la place de la Signoria à donner un concert de sifflets à quatre bersaliers qui passaient tranquillement l'arme au bras ; ce fait qui a eu lieu à 9 heures et demie a été le plus grave de la démonstration annoncée. Il est bon de savoir cependant que le gouvernement craignait un coup de main de la part de l'international ; un grand nombre de ces messieurs devaient venir du dehors et se joindre à ceux de la ville.

Les premiers troubles devaient commencer dans les cinq heures, et tout aussitôt quelques internationalistes seraient élancés à l'usine à gaz et en auraient coupé les tuyaux.

Ce bruit avait fini par prendre une telle consistance dans la soirée que l'autorité a fait fermer tous les théâtres, et presque toutes les boutiques ont été fermées avant la nuit.

Des perquisitions faites sur une grande échelle ont amené de nombreuses arrestations, et dès quatre heures du soir San Firenze et la rue Mazzotta étaient entourés de troupes.

Une compagnie de ligne est partie hier soir pour San Giovanni in Valdarno, et ce matin, il en est parti une autre pour Monteverchi.

On craint également que les désordres n'éclatent sur ces deux points.

Quelques représentants des sociétés démocratiques qui venaient d'être dissoutes se sont présentés hier soir au préfet en se plaignant de la mesure qui avait été prise à leur égard.

Le préfet a répondu qu'il avait agi par ordre du ministère de l'intérieur.

Il se signe actuellement dans la plupart des diocèses de la chrétienté une supplique pour demander au Souverain Pontife la consécration de l'Eglise universelle au Sacrement de Jésus. Nous sommes heureux de faire connaître ce fait à nos lecteurs et en même temps nous leur recommandons dans la lecture des détails suivants que nous empruntons à un journal catholique :